

DU RSA À L'EMPLOI  
AVEC NOS ALIÉ

UN BUDGET AU PLUS  
PRÈS DE VOS BESOINS

UNE FEMME ET  
UN HOMME POUR  
CHAQUE CANTON

ÂGE ET HANDICAP

# DES SOLUTIONS POUR ÊTRE BIEN CHEZ SOI





ÉDITO

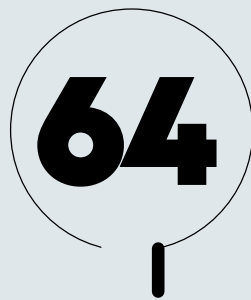
## MIEUX VIVRE ENSEMBLE

**L**e soutien aux personnes âgées et aux personnes handicapées constitue le cœur de l'action du Conseil général. Le schéma de l'autonomie que nous avons mis en place l'an dernier confirme et renforce cette priorité, avec un accent mis tout particulièrement sur le maintien à domicile. Plus que jamais, nous souhaitons en effet que les personnes en perte d'autonomie puissent vivre chez elles, avec le meilleur accompagnement possible, à la fois familial et professionnel. C'est tout le sens des mesures que nous consolidons et que nous multiplions, tout en expérimentant de nouveaux dispositifs qui nous permettent d'avancer ensemble vers une solidarité élargie et modernisée.

Prioritaire, cette solidarité est donc au centre du budget que nous avons élaboré pour 2014. Nous lui consacrons cette année 318 millions d'euros. En cette période de redressement national des comptes publics, nous devons cependant nous assurer que chaque euro dépensé l'est de la manière la plus efficace qui soit, dans tous nos domaines d'intervention. Dans cette optique, nous continuons de soutenir nos entreprises qui sont source d'emplois. Nous investissons également dans le développement de nos territoires tout en favorisant des coopérations qui bénéficient au mieux-être de chaque habitant. La nouvelle carte des cantons, que vous découvrirez également dans ce magazine, établit des équilibres démocratiques plus justes entre les bassins de populations. Elle inscrit surtout la parité femmes-hommes dans la représentation départementale. C'est un progrès supplémentaire dont nous nous félicitons.



**Georges Labazée,**  
**Président du Conseil général**  
**Sénateur des Pyrénées-Atlantiques**



# SOMMAIRE

AVRIL-MAI-JUIN 2014 / NUMÉRO 63



## LES GENS D'ICI ..... p. 4

Ils sont investis dans l'aide aux plus pauvres, artisans passionnés ou chefs d'entreprise versés dans l'innovation. Portraits.

## ÇA BOUGE EN P.-A. ! ..... p. 6

Du neuf pour nos aéroports, des espaces à découvrir, des écrivains dans vos bibliothèques... les bonnes nouvelles du 64.

## TERRITOIRES ..... p. 10

### Une femme, un homme, un canton

La nouvelle carte départementale crée 27 circonscriptions à la tête desquelles seront élus des binômes.

## SOLIDARITÉ(S) ..... p. 13

### Protéger l'enfance en danger

Outil de prévention, le nouvel observatoire départemental va permettre de lutter plus efficacement contre les violences.

## Finance solidaire, l'autre épargne

Notre éclairage sur les nouvelles formes d'épargne citoyenne et leurs principes.

## GRAND ANGLE ..... p. 15

### Être accompagné chez soi

Pour les personnes en perte d'autonomie et celles qui les aident, des solutions existent pour améliorer le quotidien.

## FINANCES PUBLIQUES ..... p. 20

### Un budget serré et solidaire

Attentif à ses dépenses, le Conseil général maintient ses liens de solidarité avec les habitants et les territoires.

## UNE JOURNÉE AVEC ..... p. 24

### ... Annabelle Vergez

Animatrice locale d'insertion par l'emploi, cette Alie du Conseil général écoute et conseille les allocataires du RSA.

## CULTURE(S) ..... p. 26

### Les 90 printemps de la Rhune

Le site touristique au fameux petit train célèbre son anniversaire à travers une pléiade d'animations. Frais et alléchant.

**64** Édité par le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

Pau : 64, avenue Jean Biray – 64058 Pau cedex 9  
Tél. : 05 59 11 46 64

Bayonne : 4, allée des Platanes – 64104 Bayonne  
Tél. : 05 59 46 50 50

www.cg64.fr – mag64@cg64.fr

Directeur de la publication : Georges Labazée  
Codirecteur de la publication : Arnaud Villeneuve

Réalisé par la direction de la communication du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

Directeur : Jean-François Gazon

Directeur par intérim : Jérôme Kohl

Rédacteur en chef : Vincent Faugère

Rédacteur en chef technique : Roland Denis

Photos : Jean-Marc Decompte, DR

Impression : Maury Imprimeur, 45330 Malesherbes

Maury Imprimeur est impliqué dans la préservation de

l'environnement par ses certifications PEFC et Imprim'Vert.

Imprimé sur du papier PEFC dans le respect de l'Agenda 21 du

Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

ISSN : 2269-398X – Dépôt légal : avril 2014

# LES GENS D'ICI

ELLES SONT ET ILS SONT CRÉATEURS, CHEFS D'ENTREPRISE, SPORTIFS, BÉNÉVOLES ASSOCIATIFS, ENSEIGNANTS OU AGRICULTEURS. TOUS ONT EN COMMUN UNE MÊME PASSION POUR LEUR ACTIVITÉ ET LEUR DÉPARTEMENT.

## CINQ PORTRAITS D'HABITANTS



### MAULÉON. Didier Chauffaille, dirigeant d'entreprise.

Créé en 1950 pour répondre aux besoins des sandaliers, EMAC est aujourd'hui le leader français du mélange de caoutchoucs. Didier Chauffaille et son associé Pierre Lalanne ont gagné le pari de la recherche et du développement. D'exécutante, l'entreprise est devenue conceptrice de formules innovantes et participe à des programmes collaboratifs, dont certains sont destinés au secteur spatial. La réussite économique n'empêche pas l'éthique. Didier Chauffaille veille à réunir les meilleures conditions de travail pour ses 73 employés. Son livre blanc sur le management et la gestion de production fait mouche au plus haut niveau de l'industrie automobile. Installé en Soule, l'homme est aussi un ardent défenseur du développement économique en milieu rural.



### BAYONNE. Géraldine Sajus, lapidaire.

Le mot a brillé comme une évidence : lapidaire. C'était lors d'un bilan de compétence. À 40 ans, Géraldine Sajus a abandonné une carrière commerciale pour se consacrer aux pierres précieuses. Depuis 2009, elle taille et restaure émeraudes, rubis, saphirs... « *Ce sont des cadeaux de la nature. Leur valeur marchande ne m'intéresse pas. Je suis émue par leur esthétique.* » Le jargon du métier convoque givre, jardins, papillons, bulles et fissures pour décrire une intime géographie minérale. Native du Béarn, mélomane abonnée aux concerts de musique classique, Géraldine Sajus tend ses bras au Sud. « *Satanément curieuse* », elle est partie seule à pied à la découverte de la Turquie. « *Pour apprendre et partager.* »

► **BÉNÉJACQ. Pierre Cassou**, sellier.

Au tableau d'honneur de la sellerie Cassou figurent les plus prestigieuses courses hippiques du monde. Pierre Cassou, sa sœur Isabelle et leurs deux employés réalisent sur mesure 150 selles par an pour l'élite des jockeys. « *Ces sportifs de haut niveau veulent des selles solides, légères et personnalisées* », souligne celui qui a repris le flambeau paternel. Pour les précieux sièges, Pierre Cassou choisit de prestigieux cuirs français, italiens et espagnols qu'il façonne avec passion, en prenant le temps. Homme de défi passionné par les courses, il s'est donné quelques mois pour sortir une selle pesant moins de 350 grammes, mais toujours aussi résistante pour l'obstacle.



► **MORLAÀS.**

**Marie-Hélène Oustalé**, professeur des écoles en classe bilingue.

Elle ne laisse passer aucune occasion de parler le béarnais. « *Il y a dans cette langue un supplément d'âme* », s'enthousiasme Marie-Hélène Oustalé, professeur des écoles en classe bilingue à Morlaàs. Lorsqu'à Noël dernier, ses élèves jouent *Bèth temps a...*, l'émotion l'envahit. Elle a monté cette création avec Corinne Cassou, la présidente de la pastorale du pays de Morlaàs. Pour la première fois, ce théâtre chanté en béarnais était entièrement interprété par des enfants. Le fruit de plus d'un an de répétitions et un retour aux sources. À Vialer, sa mère lui apprenait les danses et les chants du pays. Puis la langue s'est perdue. Bien plus tard, à force de travail, Marie-Hélène Oustalé a retrouvé ses racines.



► **CAME. Sigrid Dumaz**, présidente d'Allons imaginer un monde d'amitiés.

Née dans une famille d'immigrés lettons chassés par la Grande Guerre, elle a connu les privations matérielles. Enfant, Sigrid Dumaz s'inventait des jeux de bouts de ficelle. Après des études de secrétariat trilingue, le travail social l'a rattrapée. Prédilection ? « *Petite, je n'aimais pas qu'on se moque des autres* », se souvient-elle. Avec l'association Allons imaginer un monde d'amitiés, elle a ouvert le magasin et le jardin du Trocœur, à Bardos : « *Une solution simple et innovante pour lutter contre la pauvreté*. » Mère de cinq enfants, elle milite pour un monde sans gaspillage. Et agit. Elle envoie du mobilier obsolète d'entreprises et de collectivités dans les pays de l'Est qui en ont cruellement besoin.



# ÇA BOUGE EN P.A !

UN NOUVEAU DÉCOLLAGE EN VUE POUR NOS AÉROPORTS, DES AIDES BIEN RÉELLES ET UN FESTIVAL POUR LES JEUNES DU 64, D'EXTRAORDINAIRES ESPACES NATURELS À DÉCOUVRIR PRÈS DE CHEZ VOUS, DES ÉCRIVAINS DE RENOM DANS VOS BIBLIOTHÈQUES... **VOICI 14 BONNES NOUVELLES** POUR TOUS LES HABITANTS.

Retrouvez toute notre actualité sur [www.cg64.fr](http://www.cg64.fr)



## TRANSPORTS AÉRIENS

# LE CONSEIL GÉNÉRAL VEUT METTRE LES GAZ

**N**ous sommes opposés à un modèle de concurrence pure et parfaite entre nos plateformes aéroportuaires. » C'est le message qu'a lancé le Conseil général en décidant d'apporter son soutien aux aéroports de Biarritz-Merignac et Pau-Pyrénées, tout en étudiant un rapprochement entre ce dernier et son homologue de Tarbes-Lourdes.

L'enjeu est de taille puisque Pau et Tarbes voient leur trafic de passagers régulièrement diminuer depuis 2008. « *Les aéroports sont des outils de développement économique que nous devons défendre. Sur un marché très compétitif, le durcissement des règles communautaires est lourd de menace* », souligne le président Georges Labazée. La délibération adoptée en février accorde une aide financière d'un montant de 80 000 euros pour l'ouverture de nouvelles lignes low-cost entre

Biarritz et les capitales nordiques, Helsinki, Oslo, Copenhague et Stockholm. Le département est favorable à un accompagnement similaire au départ de Pau et de Tarbes.

Concernant tout à la fois Biarritz et Pau, le Conseil général va participer à une étude sur l'enclavement tarifaire des deux aéroports. Autrement dit, l'objectif est de rendre le prix des liaisons vers Paris plus abordable.

Enfin, le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques va soutenir une autre étude. Elle précisera des scénarios de rapprochement stratégique entre Pau-Pyrénées et Tarbes-Lourdes, dans les Hautes-Pyrénées. Les deux pistes de décollage sont à moins de 50 km de distance. Ce qui équivaut à la taille d'une allumette à l'échelle nationale. Autant éviter une concurrence destructrice et jouer la complémentarité. Les deux départements ont beaucoup à y gagner. ■

## TRANSPORTS64

### Scolaires : inscrivez-vous !

En vue de la rentrée 2014-2015, les inscriptions pour le transport scolaire des élèves seront ouvertes dès le mois de juin et jusqu'au 18 juillet. Le plus facile est de se connecter au site internet [www.transports64.fr](http://www.transports64.fr). La procédure ne prend que quelques minutes. Vous pouvez également vous rendre directement à l'hôtel du département à Pau, à la délégation de la Nive à Bayonne, ou dans l'une des agences techniques du Conseil général qui couvrent le département. Le Conseil général assure le transport gratuit, sous certaines conditions, de 30 000 élèves vers leurs écoles, collèges et lycées.



### Il calcule votre itinéraire

Transports64.fr calcule l'intégralité de votre itinéraire. Vous rentrez vos points de départ et d'arrivée. L'écran affiche alors la durée du voyage, les horaires, la carte du trajet, le détail des correspondances et le temps de marche éventuel entre deux arrêts. Mise en ligne ce printemps, cette fonctionnalité intègre les réseaux de bus Chronoplus et Idelis des agglomérations bayonnaises et paloises, de même que les lignes TER. Une version mobile du site est consultable depuis vos tablettes et smartphones. [www.transports64.fr](http://www.transports64.fr)



BÉARNAIS, GASCON, OCCITAN - GRAPHIE CLASSIQUE

# ON ANAR TÀ RONDALEJAR ?

**D**ab los camins de rondalejada, çò de mei dificile qu'ei de causir. Lo departament que compta uns 6 500 quilomètres de camins agençats taus passejaires. Tà 2014, lo Conselh generau que tornarà amainatjar vias existentas. Que tribalharà espciaument sus la senhalizacion tà facilitar l'orientacion e l'informacion deus rondalejaires. Que tornarà hicar a nivèu lo GR 10, lo GR 108 o enquèra lo GR 653, suu camin de Sent Jaume. La senhalizacion que poderà estar bilingua (francés-occitan) quitament trilingua (francés-occitan-basco) segon las demandas de las comunas sus las quaus e on passan los sendèrs. Tau monde qui's vòlen simplement desplaçar en « mòde doç » (passejaires, ciclistas o cavaliers) lo departament qu'amainatja tanben çò qui's disen las « vias verdas ». Que començan tot juste las òbras d'ua velorota dens la plana de Nai qui s'espandeish

sus 24 quilomètres dont 12 de via verda. Que s'avia tanben la refection d'un ancian pont ferroviari suu Gave de Pau. Qu'ei situat suu traçat d'ua anciana via herrada qui serviva a miar lo minerau de hèr dempuish la comuna de Herrèra dinc a la gara de Coarrasa. Panèus de senhalizacion bilingües que son prevists entà la sason qui vien.

## Des chemins pour randonner

Le Conseil général participe à l'entretien et à l'aménagement des 6 500 kilomètres de sentiers de randonnée et voies vertes du département. Un effort tout particulier a été porté cette année sur la mise à niveau de la signalisation, permettant aux simples promeneurs comme aux randonneurs aguerris de s'orienter sans peine. [www.rando64.com](http://www.rando64.com) ■



FRANCE-ESPAGNE

## Secours sans frontières

Les catastrophes n'ont pas de pays. Comment, dès lors, organiser la coordination des secours des deux côtés de la frontière franco-espagnole ? Les Pyrénées-Atlantiques et la Navarre ont lancé une opération pilote de rapprochement. Au programme notamment : établir un système commun de télécommunications et partager des cartographies des zones à risques. Les hommes du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis 64) et leurs homologues navarraïes vont aussi mener des exercices d'intervention sur des simulations d'inondations, d'incendie ou d'accidents de la route.

SOLIDARITÉ

## Handicap : le cap de l'emploi

Depuis plus de deux ans, le Conseil général mène dans ses propres services des actions fortes en faveur du handicap. Recrutement et maintien dans l'emploi, aménagement des postes de travail et des emplois du temps, sensibilisation et formation des agents en constituent les grands axes. Le Conseil général compte aujourd'hui dans son effectif 144 personnes en situation de handicap. Les actions menées lui permettent de tendre vers un taux de 6 % de l'emploi total de l'institution. Cette politique est notamment menée avec l'aide du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).





CONSEIL GÉNÉRAL

# Le développement durable ce n'est pas que des mots

**L**e développement durable commence chez soi. Dans ses services, le Conseil général est plus que jamais attentif à la solidarité et à la préservation des ressources naturelles.

Une institution est gourmande en papier. Chaque année, le Conseil général produit plus de 900 délibérations. Depuis 2013, ces documents sont numérisés. La mise en place du logiciel Délib64 permet ainsi une économie annuelle de 1,5 million de feuilles de papier, soit 3 000 ramettes. Ce qui représente aussi 200 arbres sauvés. Autre pas sur la voie de la dématérialisation : le logiciel Airs Courrier améliore le traitement interne des dossiers et réduit le nombre d'impressions. Déjà adepte du transport collectif pour ses agents entre Bayonne et Pau, via une navette quotidienne, le Conseil général s'est doté de quatre voitures

électriques pour ses trajets urbains. Il encourage et facilite aussi le covoiturage grâce aux sites [Transports64.fr](http://Transports64.fr) et [Covoiturage64.fr](http://Covoiturage64.fr), ce dernier étant intégré à l'offre [Blablacar.fr](http://Blablacar.fr).

Le département a en charge l'entretien de 4 400 km de bords de routes. Aujourd'hui pratiqué par toutes les agences techniques du Conseil général, le fauchage raisonné des talus garantit la sécurité, préserve la biodiversité et diminue la consommation de carburant des engins. Ces mêmes agences s'étaient engagées à ne plus employer de produits phytosanitaires d'ici 2015. L'objectif est atteint depuis l'an dernier !

Enfin, le Conseil général a signé la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes. Comme l'a rappelé la semaine nationale qui s'est tenue début avril, le développement durable c'est aussi la solidarité entre tous. ■

## DÉCOUVERTE Soyez sensibles, soyez nature

Chaque mois, le Conseil général vous propose de découvrir l'un des 46 espaces naturels sensibles du département. Des spécialistes de l'environnement vous guident à travers ces paysages, vous parlent de la faune et de la flore exceptionnelles. Au programme d'avril : la colline de la Bergerie à Cambo-les-Bains. Suivront la pinède Etchebiague Erromardie à Saint-Jean-de-Luz, les barthes de Munho à Urt et la tourbière de Pédestarres à Louvie-Juzon. Ces sorties sont animées par les Centres permanents d'initiative à l'environnement (CPIE) du Béarn, du Pays basque et du littoral basque. [www.cpie.fr](http://www.cpie.fr) et [cg64.fr](http://cg64.fr).



## ROUTES Izoki revit

Après un an de travaux, les véhicules peuvent de nouveau l'emprunter. Le pont Izoki, qui enjambe la Nive à Itxassou, vient de rouvrir. Long de 75 mètres et datant de 1957, il avait été fermé pour des raisons de sécurité. L'ouvrage étant situé en zone protégée Natura 2000, les travaux ont fait l'objet d'une autorisation spéciale au titre de la Loi sur l'eau. La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre ont été assurées par le Conseil général, propriétaire du pont.



## RENCONTRES

## DES ÉCRIVAINS DANS VOTRE BIBLIOTHÈQUE

La bibliothèque départementale des Pyrénées-Atlantiques vous offre l'occasion de rencontrer des écrivains. Pas des moindres. Tous sont issus des éditions Gaïa, la maison landaise qui a porté à la France de solides auteurs scandinaves, dont Jorn Riel et Jo Nesbo. L'Anglaise Roopa Farroki ouvre le bal le 27 mai à la médiathèque d'Anglet, suivie de Laurence Vilaine qui sera en juin à Oloron et à Agnos. Passé l'été, rentrée brûlante : Katarina Mazetti, la femme du Mec de la tombe d'à côté, pose ses plumes à la médiathèque d'Amikuze. Et pour finir l'année, on attend la Danoise Anna Grue (photo) à Garlin. 05 59 02 97 37 ou [www.bibliotheque.cg64.fr](http://www.bibliotheque.cg64.fr).

## CIRCONSCRIPTIONS DÉPARTEMENTALES

# Une femme, un homme

EN 2015, LES ÉLECTEURS ÉLIRONT DEUX CONSEILLERS À LA TÊTE DE CHACUNE DES 27 NOUVELLES CIRCONSCRIPTIONS DÉPARTEMENTALES. CETTE RÉFORME INSTAURE LA PARITÉ ET ÉPOUSE LA RÉALITÉ DÉMOGRAPHIQUE.

**A**dieu cantons d'antan, bonjour nouvelles circonscriptions électorales. Adieu conseiller général unique, bonjour parité femme-homme. La loi relative à l'élection des conseillers départementaux vient de rentrer en application en ce début d'année. Ce qui veut dire que dès 2015, à l'occasion des prochaines élections départementales, les électeurs des Pyrénées-Atlantiques voteront en fonction de leur rattachement à l'une des 27 nouvelles circonscriptions qui redéfinissent désormais le paysage départemental. Ils n'éliront plus un seul conseiller général et son suppléant, mais un binôme obligatoirement composé d'une femme et d'un homme. Et ce seront bien là deux élus à temps complet qui travailleront main dans la main pour une seule et même circonscription.

## « Un geste de respect à l'égard des électeurs »

Le nouveau découpage remplace les 52 cantons que l'on connaissait jusqu'à présent et dont les limites géographiques avaient été fixées en 1802. Cette réforme n'a pas été décidée par le Conseil général. Elle s'inscrit dans le cadre de la loi adoptée en mai 2013 par l'Assemblée nationale. Elle a cependant donné lieu à un vote consultatif précédé d'intenses débats, le 9 janvier dernier à Pau, dans l'enceinte du parlement de Navarre. « *Nous ne sommes pas une instance législative* »,

explique le président du Conseil général, Georges Labazée. « *Le droit est dit et il ne nous appartient pas de revenir dessus.* »

Pourquoi avoir redessiné la carte des cantons et avoir changé le mode d'élection ? La loi vise trois grands objectifs : « *L'égalité, la parité et la proximité* », résume le préfet des Pyrénées-Atlantiques, Pierre-André Durand. Il s'agissait donc de redessiner les limites des anciens cantons pour en faire des circonscriptions de population équivalente. Le nombre de cantons a été divisé par deux, passant de 52 à 27. Et l'on compte désormais en moyenne 24 200 habitants dans chacune des circonscriptions, cette homogénéité démographique admettant, au regard de la loi, une fluctuation de plus ou moins 20 %.

Entre le canton le moins peuplé et le canton le plus peuplé, le rapport allait précédemment de 1 à 49 au plan national, et de 1 à 14 dans les Pyrénées-Atlantiques. On recensait par exemple 2 553 habitants dans le canton de Montaner, contre 35 663 habitants dans celui de Lescar. Aujourd'hui dans le département, après la réforme, l'écart le plus important de population se situe entre les 19 562 habitants de la circonscription de Saint-Palais et les 28 442 habitants de celle d'Ustaritz, soit un rapport de 1 à 1,45. Avec ce rééquilibrage, le poids d'un électeur de



zone rurale est le même que celui d'un électeur d'une agglomération urbaine.

« *Une voix à Laruns doit valoir une voix à Anglet, une voix à Pau doit valoir une voix à Biarritz* », souligne Georges Labazée. Quant au préfet, il voit dans cette nouvelle carte « *un geste de respect à l'égard des électeurs des Pyrénées-Atlantiques* ». Voilà pour l'égalité.

## « Instaurer une nécessaire parité »

Deuxième objectif de la réforme : graver la parité dans les textes. À l'avenir, un conseiller départemental sur deux sera donc une femme.

# omme, un canton



La carte des  
27 nouveaux  
cantons des  
Pyrénées-Atlantiques.

Le détail des communes sur  
[www.cg64.fr](http://www.cg64.fr)

« Aujourd'hui, les femmes ne représentent que 16 % des élus du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques. Et sur les huit femmes élues de l'assemblée départementale, une seule provient d'un canton rural », pointe Natalie Francq, conseillère générale de Pau-ouest. La parité intégrale va donc pallier cette sous-représentation qui est d'autant plus criante dans nos campagnes. « Il fallait instaurer une nécessaire parité, d'ailleurs inscrite dans la Constitution », rappelle Georges Labazée. D'un bout à l'autre de l'échiquier politique, l'inscription de la parité femmes-hommes dans la loi électorale a rencontré un écho positif.

## Bassins de vie

Troisième objectif affiché par la nouvelle loi, celui de la proximité. « Nous avons tenu compte des coopérations inter-communales et des zonages de bassins de vie », explique le

préfet Pierre-André Durand. Ainsi, quinze établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), sur les 32 que compte le département, se situent dans le périmètre des nouvelles circonscriptions.

Pour établir la carte, les services du ministère de l'Intérieur et ceux de la préfecture se sont notamment appuyés sur les contributions des deux sénateurs membres de l'assemblée départementale, Jean-Jacques Lasserre (opposition) et Georges Labazée, ce dernier ayant également été consulté au titre de président du Conseil général, comme tous ses homologues de France. « *Je me réjouis qu'un équilibre ait été trouvé à travers de nouveaux ensembles qui n'entravent en rien le développement des intercommunalités et qui ne préjugent en rien d'une supposée disparition de la ruralité. Qui peut raisonnablement penser que nous allons fermer des centres de secours, des collèges ou des maisons de la solidarité ?* » interroge Georges Labazée. « *Le canton n'est pas une collectivité, rappelle par ailleurs Natalie Francq. Ce n'est pas un organe décisionnel.* »

Redessiner une carte avec une visée d'égalité démographique et de proximité n'est pas pour autant chose facile. « *Il s'agit nécessairement d'un compromis* », explique le préfet des Pyrénées-Atlantiques. « *Bien évidemment, la carte n'est pas parfaite, admet Georges Labazée, et aucune ne l'aurait été eu égard à la multiplicité des points de vue, des représentations mentales ou des intérêts des uns et des calculs des autres.* »

Pour le président du Conseil général, l'essentiel est ailleurs. Les principes de parité, de proximité et d'égalité rendent cette loi « *nécessaire et progressiste* ». Désormais, « *les missions des futurs conseillers départementaux se fondent sur une conception moderne de la démocratie de proximité* ». ■



### PAROLE D'ÉLUE

« Cette loi remet pleinement le conseiller dans son rôle de représentant du département auprès des forces du territoire. À l'écoute des populations, des associations, des entreprises et des élus locaux, ce nouveau conseiller assurera l'articulation des politiques départementales avec ces territoires. Les pratiques de travail vont aller dans le sens d'une meilleure coopération. La parité va également amener une complémentarité entre les conseillers eux-mêmes. À deux, on fait mieux que lorsqu'on est seul. Aussi, on va voir apparaître une nouvelle génération de femmes élues qui seront plus représentatives des évolutions de la population et des territoires. Elles apporteront forcément un changement positif. »

**Marie-Pierre Cabanne,**  
vice-présidente en charge  
des politiques contractuelles  
de développement,  
conseillère générale de  
Pontacq

## Le conseiller départemental

La loi du 16 décembre 2010, votée sous la précédente présidence de la République, avait instauré la création de conseillers territoriaux qui devaient réunir sous leur mandat les fonctions de conseiller général et de conseiller régional. Ce texte a été abrogé par la loi du 17 mai 2013 qui crée notamment les conseillers départementaux et réaffirme leur rôle d'élu propre au département. Dès 2015, les assemblées départementales seront élues pour six ans.

## 51,6 % de la population

Les femmes représentent 51,6 % de la population française mais elles ne comptent, aujourd'hui, que pour 13,5 % des conseillers généraux au plan national. Elles seront élues à parité avec les hommes dès les prochaines élections départementales, en 2015. On comptera alors dans les Pyrénées-Atlantiques 54 élus, soit 27 femmes et 27 hommes, contre 52 conseillers généraux aujourd'hui.



## 27 circonscriptions de 24 200 habitants

Les Pyrénées-Atlantiques sont désormais découpées en 27 circonscriptions électorales. D'environ 24 200 habitants chacune, ces dernières remplacent les 52 anciens cantons. L'écart de population entre ces circonscriptions ne peut dépasser les 20 %. Ce taux est contenu en dessous des 15 % dans 23 circonscriptions.

## Des cantons bicentenaires

En France, 60 % des cantons n'avaient jamais fait l'objet de modification de leur périmètre, depuis la date de leur création en 1802. Quatre-vingt-dix-huit départements français sont concernés par le redécoupage, Paris, la Martinique et la Guyane faisant l'objet de traitements spécifiques.



## OBSERVATOIRE DÉPARTEMENTAL

# MIEUX PROTÉGER LES ENFANTS EN DANGER

**P**révenir les violences faites aux enfants, lutter plus efficacement contre le syndrome du bébé secoué dont les cas sont tristement en augmentation, ou encore améliorer l'accueil d'urgence. Ce sont quelques-unes des pistes de travail qui s'ouvrent au tout nouvel observatoire départemental de la protection de l'enfance (ODPE). Placé sous l'autorité du président du Conseil général, chef de file de la protection de l'enfance, l'ODPE est opérationnel depuis février. Il va renforcer la connaissance des publics, favoriser la collaboration entre les acteurs de la protection de l'enfance et créer de l'intelligence collective au service des enfants et des familles.

Pourquoi un observatoire ? Au cours des années 2000, des affaires dramatiques ont mis en lumière des défauts d'organisation dans les dispositifs d'aide à l'enfance en danger : défaut de coordination des différents acteurs et faiblesse de l'évaluation partenariale sont les plus notables. En réponse, la loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance, confie aux départements la responsabilité de la prévention et de la protection de l'enfance. Parmi ses missions, celle d'assurer le recueil, le traitement et l'évaluation des informations préoccupantes relatives aux mineurs en danger ou en risque. Un observatoire est un outil stratégique d'aide à la décision pour la politique de la protection de l'enfance.

Les acteurs associatifs, les services de l'État et des organismes sociaux, les acteurs de la santé et de la justice ainsi que l'Éducation nationale sont mobilisés aux côtés du Conseil général.

L'observatoire va maintenant constituer des groupes de réflexion et préciser des axes de travail. ■



## PAROLE D'ÉLU

**« C'est un véritable lieu d'information et d'échanges qui s'ouvre avec cet observatoire départemental de la protection de l'enfance. Il est au cœur des politiques publiques et locales menées en faveur des enfants, des parents et plus généralement des familles. Il doit faciliter le travail en réseau et la coordination des politiques locales de protection de l'enfance. L'observatoire mettra en œuvre, en 2014, une journée plénière à laquelle seront conviés tous les acteurs de la protection de l'enfance. »**

**Jean-François Maison,** conseiller général de Pau-est délégué à l'enfance et à la famille.



## BÉARNAIS-GASCON-OCCITAN GRAPHIE BÉARNAISE

### MAYNADÈ-FAMILHE Û larè enta las mays amaynadades

Enta las mays qui se-n bédin, qu'éy ù nabèth téyt. D'are en daban, las hémnes qui aténdin ou dap chinots de ménch de trés ans, que trouberan à Lons aysè, acounort e segui medicau e souciau qui-us permetera de despassa aquéth machans mouméns de la loue bite. Aquéstè larè mayrau, subbenciounat e gabidat p'ou Counsèlh Generau, que bién ha corde à tout ço de hèyt p'ou Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF). Que coumplète lous dus larès d'urgénci d'Anglèt e de Pau entaus maynats, chéns desbroumba lou « point rencontre » d'Anglèt, loc oun se pòdin rencontra pays e hilhs.

Lou larè mayrau de Lons, qui sera ubèrt abans l'estiu, que pot arcoèlhè en permanence quinze mays soulètes qui an rèyte d'ue ayude materiau e educatibe. Qu'a crampes, estudios, apartaméns, ù droumidé, burèus e locs coumûs. Aquéstè larè mayrau que remplace lou de las Tourelles à Pau, qui n'ère pas méy coum cau enta l'arcoèlh de mays amaynadades.

Lou bastimén de Lons qu'éy de la darrère generaciou. Que-s trobe camí deu Lanot, au miéy deus àrbès, que seguèch las normes de haute qualitat entau respèc de la nature (HQE). Aco que bòu disè de que toutes las enterprèses qui participèn à la counstrucciou que-s èren engadyades à segui las normes d'igiène, de securitat e de respèc de la nature, en redusin en particulèr la prouduccioù de dèches e lou tapàdyè. Lou larè qu'a èth-medich ù sistèmi de cauhàdyè per geothermie, l'aygue caute soulàri e ù téyt dap beyetaciou per dessus. Las murrallhes que soun proutedyades dap taulètes de boy souñquè deu parsà.

### Un foyer pour les mères avec enfants

Financé et géré par le Conseil général, le nouveau foyer maternel de Lons ouvrira ses portes avant l'été. Il peut accueillir une quinzaine de femmes enceintes ou de mères ayant des enfants de moins de trois ans et dont les situations nécessitent un accompagnement. Ce foyer renforce les dispositifs de protection du centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF). Il complète les deux foyers d'accueil d'urgence d'Anglèt et de Pau pour les enfants mineurs, auxquels il faut ajouter le point rencontre d'Anglèt.



La loi confie aux départements la responsabilité de la prévention et de la protection de l'enfance.

# La finance solidaire, comment ça marche ?

QUESTION  
D'ENTRAIDE  
!!!



PAROLE  
D'ÉLUE

« La finance solidaire est née de la prise de conscience d'une partie de la population de la nécessité de se mêler de ce qui la regarde : l'économie. À partir des années quatre-vingt, on voit notamment émerger des sociétés de capital-risque dans lesquelles des investisseurs font des paris risqués mais très lucratifs. C'est à ce moment qu'apparaissent des initiatives populaires de collecte d'épargne locale. Cet argent est mobilisé pour le développement de projets et d'emplois dans les territoires, sans recherche de profit individuel. Depuis, l'espace de la finance solidaire s'est élargi et chacun peut aujourd'hui choisir d'épargner de façon utile. »

**Marie-Christine Aragon**,  
conseillère générale de  
Bayonne-est, déléguée à  
l'économie sociale et solidaire.

La finance solidaire met en relation des épargnants qui souhaitent investir dans des activités à forte utilité sociale et des porteurs de projets en recherche de financements. Levier du développement économique et de la lutte contre les exclusions, elle propose des solutions aux citoyens qui souhaitent donner un sens nouveau à leur argent.



PAROLE  
D'EXPERT

« Modifier sa manière de consommer est souvent perçu comme le meilleur moyen de changer les choses mais le véritable nerf de la guerre c'est l'épargne. Or, la finance solidaire souffre d'un manque de visibilité, en raison notamment de la multiplication des spécialités qu'elle recouvre. Cependant, des initiatives intéressantes émergent à l'échelon local et elles sont soutenues par les collectivités locales. Dans les Pyrénées-Atlantiques, les Clefe et les Clej connaissent un développement fort, plus important qu'ailleurs. Il faut se saisir de cette particularité qui pourrait constituer une vitrine de l'épargne solidaire au niveau national. »

**Yves Jégourel**,  
docteur en sciences  
économiques, maître de  
conférences à l'université de  
Bordeaux IV.

## ► LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

Il s'agit des banques, mutuelles, sociétés de gestion ou organismes d'épargne salariale. Ces établissements vous proposent des dispositifs d'épargne solidaire. Sans aucune obligation, ils vous permettent de reverser une partie de vos intérêts à une association caritative. Il existe aujourd'hui plus de 120 supports financiers (livrets, comptes, assurance vie, sicav...) labellisés par les experts indépendants de l'association Finansol.

**FINANSOL** Collectif national des acteurs de la finance solidaire. [www.finansol.org](http://www.finansol.org)

## ► LES FINANCEURS SOLIDAIRES

Ils collectent l'argent de l'épargne pour le réinjecter dans des projets d'utilité sociale et environnementale : entreprises, associations, coopératives... Certaines structures interviennent plus particulièrement dans les secteurs du logement social (Habitat et humanisme), de l'hébergement (Entreprendre pour humaniser la dépendance) ou de l'agriculture (Terre de liens).

**AQUITAINE ACTIVE** Association de développement solidaire du réseau France Active. [www.aquitaineactive.org](http://www.aquitaineactive.org)

**ADIE** Association pour le droit à l'initiative économique. [www.adie.org](http://www.adie.org)

**HERRIKOA** Société de capital risque pour le développement économique en Pays basque. [www.herrikooa.com](http://www.herrikooa.com)

## ► LES CLUBS LOCAUX D'ÉPARGNE ET D'INVESTISSEMENT

Répondant aux critères des circuits courts, ces associations de microcrédit local financent des projets ancrés dans leur territoire. On trouve notamment dans le département des comités locaux pour l'épargne des jeunes (Clej) et des comités locaux d'épargne pour les femmes qui entreprennent (Clefe).

**EUSKALDUN GASTERIA** [www.euskaldun-gasteria.com](http://www.euskaldun-gasteria.com)

**HEMEN ELKARTEA** [www.hemen-herrikooa.org](http://www.hemen-herrikooa.org)

**AZIA** <http://azia.unblog.fr>

**ASPE SOLIDAIRE** <http://aspe-solidaire.solidairesdumonde.org>

À Pau, dans une structure d'accueil de jour. Le soir, les usagers retrouvent leurs familles.



# AUTONOMIE ET SI ON RESTAIT À LA MAISON ?

Des solutions existent pour que les personnes âgées ou handicapées vivent à leur domicile le plus longtemps possible. C'est le sens des mesures que multiplie le Conseil général.

Il était hors de question qu'il quitte la maison. Quand son époux est devenu tétraplégique à l'âge de 55 ans, suite à une chute, Marie-Jeanne Esain a décidé de rester à ses côtés afin qu'il puisse continuer de vivre au domicile familial, à Pau. « *Je fais ça depuis 15 ans, par amour de mon mari. Je ne voulais pas qu'il parte dans un établissement. De toutes les façons, nos enfants*



*ne l'auraient pas accepté »,* explique-t-elle. Marie-Jeanne Esain, aujourd'hui âgée de 65 ans, est ce qu'on appelle une aidante familiale (lire en p. 19).

Aujourd'hui, le Conseil général multiplie les actions et les dispositifs pour favoriser ce type de soutien à domicile des personnes âgées ou dépendantes. Car l'heure n'est plus au seul développement des établissements d'hébergement, même si ces derniers restent indispensables, notamment quand les nécessités d'un accompagnement professionnel l'exigent. Permettant de conserver les liens familiaux et les attaches sentimentales, plébiscité par les personnes concernées, le soutien à domicile s'impose comme l'une des grandes solutions face aux défis de l'âge et de la dépendance.

L'accompagnement des personnes en perte d'autonomie ne va pas toujours sans difficultés. Pour pouvoir aider les autres, il faut aussi savoir se faire aider. Depuis quatre ans,

**POUR POUVOIR AIDER LES AUTRES, IL FAUT AUSSI SAVOIR SE FAIRE AIDER.**

#### 8 400 LITS POUR PERSONNES ÂGÉES

Le Conseil général participe au financement de 138 établissements pour nos aînés, soit 8 368 lits. Les 110 établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) comptent à eux seuls pour 7 363 lits. Cent quarante-quatre lits sont réservés à des hébergements temporaires, auxquels il faut rajouter 137 places d'accueil de jour.

#### 1600 PLACES SPÉCIALISÉES

Le Conseil général finance 54 établissements spécialisés dans l'accueil des personnes handicapées. Au total, ce sont près de 1600 places qui sont réparties entre différents types de structures : foyers d'hébergement, foyers de vie, foyers d'accueil médicalisé (FAM), maison d'accueil pour les personnes handicapées âgées (Mapha), service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) ou encore service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (Samsah).

#### DEUX NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS

Le Conseil général va financer la création de deux nouveaux établissements d'hébergement pour les personnes âgées et les personnes handicapées vieillissantes. Ces unités d'une vingtaine de places chacune verront le jour à Cambo-les-Bains et à Mazerolles. Elles proposent une formule alternative entre le domicile et l'établissement médicalisé, tout en favorisant la mixité des publics.

**SI CHAQUE EXPÉRIMENTATION DEMANDE À ÊTRE ÉVALUÉE, CELLES QUI S'AVÈRENT PROBANTES PEUVENT DÉSORMAIS ÊTRE DUPLIQUÉES.**

Marie-Jeanne Esain fréquente l'un des trente groupes d'échanges du département qui s'adressent aux aidants et aux accueillants familiaux.

**« Nous sommes là pour rompre leur isolement »**

Animé par des psychologues et des assistantes sociales, le groupe d'échanges du Clic de Pau se réunit une fois par mois. « *Ce qui caractérise les aidants, c'est leur invisibilité sociale. Nous sommes là pour rompre leur isolement et pour les aider à mieux tenir leur rôle. Nous devons leur apprendre à lâcher prise quand cela est nécessaire, tout en les incitant à s'entourer de professionnels pour coordonner les aides auxquelles ils ont droit »,* indique la responsable du Clic, Marie-Madeleine Lageyre. Ces rencontres possèdent une autre vertu. « *Elles permettent de libérer la parole entre aidants qui peuvent être confrontés à des pathologies différentes, qu'il s'agisse d'Alzheimer, de la maladie de Parkinson, d'arrêt vasculaire cérébral ou d'hémiplégie.* » Il y a un an, Marie-Jeanne Esain est passée tout près du drame. Elle témoigne : « *J'étais à bout de force et à*





L'association Au jour le jour, à Pau, propose un accueil à de jeunes adultes qui se trouvent sans solution, tout en permettant aux familles de rester ensemble.

Les époux Esain, chez eux. Plébiscité par les personnes concernées, le soutien à domicile maintient les liens familiaux et les attaches sentimentales.



ce moment-là, le groupe d'échanges a été d'un grand secours. » Pour ne pas dire vital.

« Pour faire ce métier, il faut être entourée et ne pas rester isolée », reconnaît de la même manière Marie-Bernadette Erdozaincy-Etchart, accueillante familiale depuis 24 ans. À son domicile de Saint-Just-Ibarre, cette quinquagénaire veille sur trois personnes, deux adultes handicapés et une dame âgée de 94 ans. « Notre travail est magnifique mais nous devons mieux nous organiser pour qu'il soit plus attrayant », souligne-t-elle. Dans ce sens, l'association des accueillants familiaux Béarn Pyrénées-Atlantiques, soutenue par le Conseil général, met aujourd'hui en place un réseau de remplaçants volants. Ces derniers permettront à l'accueillant de prendre des congés tout en maintenant la continuité de l'accueil au domicile.

## L'appui de l'accueil de jour

Le développement du soutien à domicile passe aussi par la multiplication des points d'appui extérieur. Les structures d'accueil de jour jouent ici un rôle prépondérant.

À Anglet, le tout nouveau centre d'accueil de jour autonome a ouvert ses portes en janvier dernier. Destiné aux personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer et doté d'une vingtaine de places, il s'agit du deuxième établissement de ce genre dans le département après Sévignacq-Thèze. « Nos usagers viennent en moyenne trois jours par semaine, ce qui constitue une aide précieuse pour les aidants familiaux qui sont fatigués. Nous sommes là pour aider les familles à souffler et pour dialoguer avec elles », rappelle la psychogérontologue de l'établissement, Cécile Bomard. Des solutions alternatives se développent également pour les personnes handicapées. À Pau, l'association Au jour le jour, soutenue par le Conseil général, propose un accueil à la journée pour les déficients intellectuels. Une douzaine de personnes y est accompagnée par des personnels spécialisés. La moitié des usagers sont des personnes issues d'instituts médico-éducatifs (IME) mais qui n'ont pas pu être orientées en Esat, l'autre moitié étant constituée de jeunes vivant au domicile familial, faute d'offres correspondantes. « Nous donnons la priorité à de jeunes adultes qui se trouvent sans solution tout en offrant aux familles la possibilité de rester ensemble », fait savoir Mathilde Gaudebert, présidente de l'association qui gère la structure ouverte en 2007.

## Inventer, expérimenter, dupliquer

Pour soulager la tâche des aidants familiaux, l'Ehpad Les Lierres, à Pau, vient de mettre en place un dispositif original : le « baluchonnage ». Le principe est simple : du personnel qualifié remplace l'aidant lors de son absence du domicile, pour une durée de 24 heures à 72 heures « Le " baluchonnage " offre un répit à l'aidant », résume

l'infirmière coordinatrice des Lierres, Laetitia Latapie. Elisabeth Fourcade est l'une des premières bénéficiaires de ce « baluchonnage ». Depuis quatre ans, elle prend soin de sa mère et de sa tante, âgées respectivement de 82 et 90 ans. « Avant, c'était très difficile pour moi d'organiser des temps de repos. Là, j'ai pu partir trois jours en toute tranquillité et je suis revenue reposée », témoigne-t-elle. Si chaque expérimentation demande à être évaluée, celles qui s'avèrent probantes peuvent désormais être dupliquées. C'est le cas du service de nuit itinérant créé en 2006 par l'association Les Lucioles, à destination des personnes âgées ou handicapées de la côte basque. Six salariés se relaient pour assurer un passage au domicile des usagers, de 21 heures à minuit et de 6 heures à 9 h 30, c'est-à-dire au moment du coucher et du lever. « Nous individualisons les interventions en fonction du souhait des adhérents, ce qui permet notamment de rallonger leur temps de vie de famille et de respecter leur rythme biologique », explique Emmanuel Gilbert, directeur des Lucioles. Un dispositif similaire, également financé par le Conseil général, va donc voir le jour cette année dans l'agglomération paloise, à l'attention d'une quarantaine d'usagers.

## Le nouvel âge d'argent

Il suffit parfois d'un peu de souplesse pour rendre la vie plus facile aux personnes dépendantes. C'est ce que proposent les services de transport à la demande soutenus par le Conseil général et mis en place par les communautés de communes d'Arzacq, de Lacq, du Mieu-de-Béarn et de Nay. Il s'agit bien là d'un service public pour tous. Mais les personnes à mobilité réduite, ainsi que celles de plus de 75 ans, bénéficient, elles, d'une prise en charge spécifique : la navette vient les chercher et les ramener à leur domicile. Si les hommes et les femmes demeurent le cœur battant des politiques de solidarité, la technologie possède aussi des atouts en main. Elle peut surtout apporter son lot de confort et de sécurité aux personnes en perte d'autonomie. En un mot, elle peut leur faciliter la vie.

À la demande du Conseil général et en partenariat avec



## PAROLE D'ÉLU

« Nous avons fait du soutien à domicile le pilier majeur de nos politiques publiques en faveur des personnes âgées et handicapées. C'est un choix fort qui permet de maintenir au maximum le lien humain, grâce notamment au travail extraordinaire des aidants et des professionnels du secteur. Mais nous devons aussi répondre aux difficultés de ces acteurs. C'est ce que nous faisons dans le cadre de notre schéma pour l'autonomie 2013-2017. Celui-ci s'attache également à mieux couvrir le département en matière d'offres de services mais aussi à mieux coordonner les interventions des différents acteurs de terrain. Innover, simplifier, expérimenter, évaluer et généraliser nos actions sont désormais les clés de voûte de ces politiques départementales. »

**Kotte Ecenarro**, premier vice-président du Conseil général, chargé des solidarités.

des entreprises, l'Agence départementale du numérique (ADN 64) va équiper, dès ce mois d'avril, une centaine de personnes âgées et handicapées en matériel de télé-assistance. Il faut ici oublier les vieux boîtiers munis d'un bouton qui permettait de déclencher un appel téléphonique d'urgence. « Ce matériel n'a jamais été réellement utilisé car il n'a jamais été totalement accepté par les usagers », remarque-t-on à l'ADN 64. Les solutions qui sont expérimentées aujourd'hui annoncent une ère nouvelle : enregistreurs de présence, détecteurs de fumée, de gaz ou de température, chemins lumineux pour prévenir les chutes, système de géolocalisation pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, pilulier intelligent. Les résultats de ces tests menés sur six mois seront évalués à la fin de l'année. Quels qu'en soient les résultats, ils ouvriront de nouvelles perspectives pour le maintien à domicile et pour son accompagnement social.

Tout un pan d'activité que l'on nomme *silver economy* a déjà les pieds dans les starting-blocks. Cette économie d'argent, en référence à la couleur des cheveux argentés de nos aînés mais aussi à leur pouvoir d'achat, pourrait générer 300 000 emplois d'ici 2020, selon le ministère délégué aux personnes âgées. Et autant dans le domaine de l'aide à domicile. ■

👉 **CES RENCONTRES PERMETTENT DE LIBÉRER LA PAROLE ENTRE AIDANTS QUI SONT CONFRONTÉS À DES PATHOLOGIES DIFFÉRENTES.** 🗨️



DES SOLUTIONS POUR TOUS

# Mieux vivre à domicile

## ADAPTER SON HABITAT

Comment continuer à vivre chez soi quand la perte d'autonomie frappe à la porte ? Des solutions existent. Elles nécessitent l'aménagement ou l'adaptation de votre logement, que vous soyez propriétaire ou locataire. Le Conseil général attribue des aides financières pour ces travaux. Il est également délégataire des aides de l'État dans ce domaine. L'an dernier, il est intervenu



dans l'aménagement de 180 logements, pour un montant de 875 000 euros. Certaines communautés de communes et caisses de retraite complètent ces aides. Si vous êtes éligible, un ergothérapeute se rendra chez vous pour vous conseiller

et évaluer les travaux. Un dossier unique est à déposer au Conseil général, auprès du pôle Habitat. Tél. : 05 59 11 40 71 ou 05 59 11 46 00.



## DEVENIR AIDANT FAMILIAL...

Les aidants familiaux apportent un soutien régulier à un membre de leur famille ou à l'un de leurs proches en situation de dépendance. Dans ce cadre, ils peuvent bénéficier des dédommagements de la prestation de compensation du handicap (PCH). Les aidants naturels qui s'occupent d'une personne âgée qui n'est pas leur conjoint peuvent être salariés par cette dernière. Ce dispositif est mis en place dans le cadre

de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) de la personne âgée. Des groupes d'échange et des ateliers pour les aidants existent désormais dans tout le département. Ils permettent aux aidants de trouver des solutions qui améliorent leur quotidien.



## ... OU ACCUEILLANT FAMILIAL

À leur domicile, les accueillants familiaux prennent en charge une personne âgée ou une personne handicapée. Permanent ou temporaire, cet accueil a notamment pour but d'offrir un répit aux familles d'adultes vulnérables. Un contrat lie directement les deux parties. Le Conseil général organise la formation des accueillants. Il délivre également l'agrément

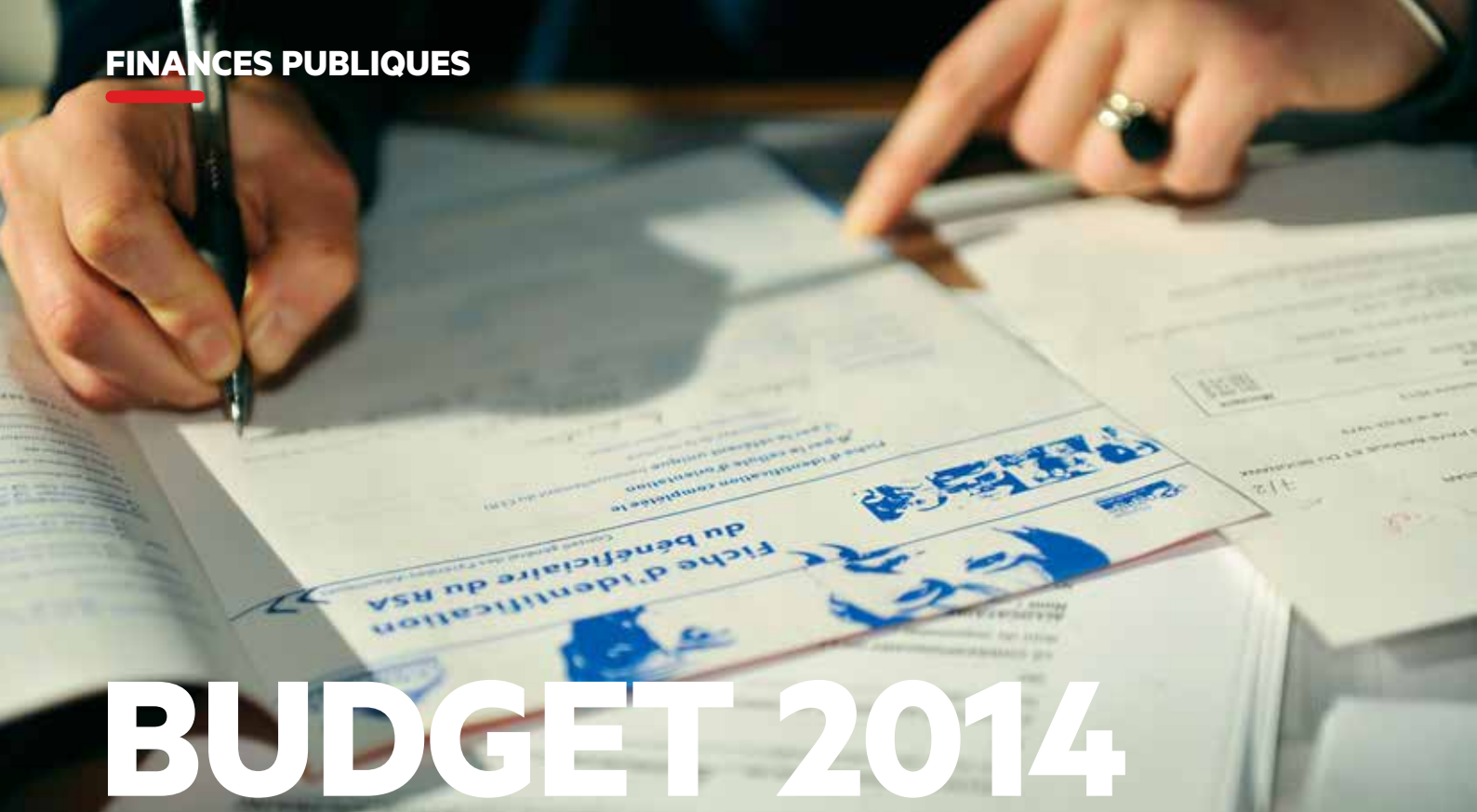
obligatoire à cette activité et assure le suivi médico-social de la personne accueillie. On compte aujourd'hui une centaine d'accueillants familiaux dans le département pour 136 personnes âgées ou handicapées accueillies.

## ÉCHANGER ET PARTICIPER À DES ATELIERS

Aider un membre de sa famille ou un proche à son domicile est un engagement de tous les instants. Cet engagement peut être source de questionnements et de difficultés. Pour y répondre et trouver des solutions à ces problèmes du quotidien, le Conseil général et ses partenaires ont mis en place des groupes d'échanges et des ateliers pour tous les aidants familiaux des Pyrénées-Atlantiques. Sept nouveaux groupes d'échanges seront créés, avant l'été, dans des zones qui n'en étaient pas pourvues, portant leur nombre à une trentaine dans le département. Ce dispositif est complété par neuf ateliers de formation, animés par des intervenants spécialisés. Ces groupes d'échanges et ateliers sont gratuits. [www.ciapa.fr](http://www.ciapa.fr)

## UN SCHÉMA DÉPARTEMENTAL POUR MAILLER LE TERRITOIRE

C'est un pas supplémentaire en direction des personnes âgées et handicapées. Adopté l'an dernier, le schéma départemental de l'autonomie a placé le soutien à domicile au cœur de ses actions. On retiendra par exemple la création de sept nouveaux groupes d'échanges pour les aidants familiaux, ce qui portera leur nombre à une trentaine dans tout le département. Les centres locaux d'information et de coordination (Clic) jouent un rôle prépondérant dans la mise en relation des acteurs du soutien à domicile. Leurs missions sont élargies ou intégrées aux pôles autonomie, notamment dans les zones est-Béarn ainsi que haut-Béarn et Soule. La basse Navarre sera dotée quant à elle du pôle qui lui faisait défaut. Des dispositifs de veille sont également mis en place pour prévenir la maltraitance et diagnostiquer plus précocement les cas d'autisme. En parallèle, un effort est porté sur l'accueil en établissements. Deux Ehpad ouvrent notamment cette année à Arcangues et Urrugne, tandis que ceux d'Hendaye (Haizpean) et Souraïde bénéficient d'extensions. De nouvelles places sont également créées en foyers non-médicalisés. La bibliothèque départementale mènera quant à elle des actions pour favoriser la lecture auprès des seniors. Cette année, le département consacrera quelque 177 millions d'euros à ses politiques d'autonomie.



# BUDGET 2014

## LA SOLIDARITÉ PERFORMANTE

Le département participe à l'effort national de redressement. Sa situation financière lui permet de développer ses missions de solidarité tout en soutenant l'économie et les territoires.

**C**omment continuer à être solidaire avec chaque habitant du département dans un contexte national de restriction budgétaire ? C'est à cette question que répond le budget 2014 du Conseil général. « *L'année 2013 a connu un début de rationalisation des choix budgétaires. L'année 2014 est l'année de la concrétisation qui nous permettra de faire face à nos obligations réglementaires* », résume le président du Conseil général, Georges Labazée. Les prestations sociales, que le Conseil général est légalement tenu d'assurer, sont à la hausse du fait d'un nombre croissant de bénéficiaires. Il

s'agit de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) pour les personnes âgées, de la prestation de compensation du handicap (PCH) et du revenu de solidarité active (RSA). L'action sociale, et tout particulièrement les politiques de protection de l'enfance et de la famille, nécessitent des moyens humains qui engendrent d'importants frais de personnels. À lui seul, le Conseil général finance en intégralité plus d'un millier d'emplois dans le domaine de la solidarité. Cumulées, ces dépenses de solidarité comptent pour près de la moitié du budget global. Cette année, il est prévu d'y consacrer 320 millions d'euros. « *Pour donner une image, le budget du dé-*

*partement peut se résumer à deux grandes enveloppes : celle du personnel et celle de la solidarité* », explique Philippe Garcia, vice-président chargé des finances. Avec plus de 2500 agents, le Conseil général demeure l'un des principaux employeurs des Pyrénées-Atlantiques. La majeure partie de ces personnels, outre le secteur social, demeure affectée aux collèges, à l'équipement et à l'aménagement des routes. Au cours de ces trois dernières années, le Conseil général a procédé à des embauches et à des déprécarisations, afin de répondre notamment aux besoins de la population dans le domaine social : personnes âgées et handicapées, enfance

et famille, insertion. Après ce coup d'accélérateur en matière de création de postes, il s'agit désormais de raisonnablement lever le pied et de maintenir une bonne vitesse de croisière. « *Nous procédons aujourd'hui à des redéploiements en interne afin de faire mieux avec autant de personnel* », indique Philippe Garcia. L'une des données à prendre ici en compte est que la masse salariale augmente automatiquement au fil des années, en raison des progressions de salaires dues à l'ancienneté des agents. C'est ce qu'on appelle, en langage administratif, le glissement viellissement technicité (GVT). « *Nous devons faire face à des augmentations sur lesquelles nous n'avons aucune prise* », reconnaît Christian Pétchot-Bacqué, conseiller général délégué au personnel. « *Pour autant, nous nous orientons vers un maintien des dépenses globales de fonctionnement en dessous de la barre des 3 %, alors que nous étions auparavant dans un ordre de grandeur de 5 %* », précise Philippe Garcia.

## Les leviers des recettes

Mêmes maîtrisées, les dépenses augmentent donc de façon automatique. Face à cette situation, les moyens d'action pour accroître les rentrées d'argent dans les caisses départementales sont aujourd'hui restreints. Plusieurs raisons à cela. Les collectivités locales ont désormais obligation de participer à l'effort de redressement des comptes publics. Cette contrainte est inscrite dans la loi des finances 2014. « *La dotation globale de fonctionnement, versée par l'État, sera cette année inférieure d'environ cinq millions d'euros* », cite en exemple Georges Labazée.

Autre levier pour activer les recettes : les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), taxe prélevée sur les ventes immobilières. Exceptionnellement, et pour une durée limitée de deux ans, le gouvernement a autorisé les départements à relever le taux de ces droits de mutation, de 3,8 % à 4,5 %. C'est ce qu'a fait le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques en janvier dernier. Il faut cependant préciser que la moitié des gains perçus sur cette augmentation sera versée à un fond de péréquation, c'est-à-

dire qu'elle ira alimenter une caisse commune destinée à aider les départements les plus pauvres. « *Même si nos richesses augmentent, nous pouvons difficilement accroître nos recettes du fait de cet effort de solidarité nationale* », résume Philippe Garcia.

La fiscalité directe est un autre levier qui permettrait d'augmenter les recettes. Les départements sont en effet habilités à fixer et à percevoir une part de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Depuis son arrivée à la présidence du Conseil général en 2011, Georges Labazée se refuse cependant à modifier ce taux d'impôt. « *Nous ne touchons pas à la fiscalité qui pèse sur les ménages* », confirme-t-il.

## « Le plus dur reste à venir »

L'emprunt reste donc la dernière grande clé disponible dans la trousse des finances départementales. De l'ordre de 72 millions d'euros cette année, il maintient un important volume d'investissement, au bénéfice des routes, des collèges, du logement social et de la montagne avec la modernisation de la station de La Pierre-Saint-Martin. Cet emprunt, en baisse par rapport à 2013, ouvre

aussi la voie d'un soutien considérable, de l'ordre de 50 millions d'euros annuels, aux entreprises et aux acteurs publics du département que sont les communes et les intercommunalités. « *Ces aides aux tiers publics et privés ne font pas partie de nos obligations mais nous les maintenons car elles ont un véritable effet de levier sur l'économie départementale* », rappelle Philippe Garcia.

Pour autant, on touche probablement ici aux limites de l'exercice en période de tensions budgétaires. « *Aujourd'hui, nous assurons nos missions de solidarité et nous contournons notre endettement. Mais pourra-t-on continuer d'emprunter pour donner de l'argent aux autres ? On peut se tromper, mais le plus dur reste probablement à venir. Il faudra donc faire des choix* », souligne le chargé des finances. À moins que l'État ne tranche d'ici là en imposant aux départements de se recentrer sur leurs compétences premières. C'est en tout cas le sens que semble prendre le projet de réforme territoriale voulu aujourd'hui par le gouvernement. ■ (lire aussi en pages 22-23)

## SOLIDARITÉ

Dix millions sont consacrés cette année aux actions d'insertion, hors versement du RSA. Le schéma enfance-famille est mis en œuvre. Dans le cadre de la protection maternelle et infantile (PMI), 71 % des enfants sont désormais suivis. Des structures d'accueil sont créées ou renouvelées.

## ÉDUCATION

La rénovation des collèges se poursuit. Seize établissements sont concernés cette année. L'équipement numérique est renforcé. Le tarif unique de restauration des collégiens est mis en place. La démarche Manger bio et local, labels et terroirs, est étendue à neuf établissements. Une offre éducative (sorties, sport, culture, etc.) mieux coordonnée est proposée. Des actions sensibilisent les élèves aux métiers porteurs de l'industrie.

## DÉPLACEMENTS

La rénovation et la sécurisation du réseau départemental reposent désormais sur une gestion plus efficace et une méthode innovante d'auscultation des routes. Le covoiturage se développe avec la multiplication des aires de stationnement.

## TERRITOIRES

Deux nouveaux télésièges sont construits cette année à La Pierre-Saint-Martin. Le schéma départemental du numérique est lancé pour amener le très haut débit dans tout le département. Dans le cadre des contrats de territoires, 200 millions d'euros sont injectés sur quatre ans pour aider à la réalisation de projets communaux et intercommunaux. L'investissement dans le logement social est consolidé.

## ÉCONOMIE

Pour les entreprises industrielles et artisanales, les aides sont maintenues pour soutenir l'investissement immobilier. Une attention particulière est portée aux agriculteurs après les intempéries de 2013. Un schéma du tourisme et des loisirs est adopté cette année pour mieux exploiter le fort potentiel du département.

## CULTURE

L'accent est mis sur l'accompagnement des territoires et du spectacle vivant. Un soutien est apporté à la production de programmes télévisuels en occitan pour le web. Le bureau d'accueil des tournages est mis en place pour développer l'économie du cinéma dans le département.

# D'OÙ VIENT L'ARGENT ?

787 MILLIONS D'€



## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

686

millions d'euros



### Fiscalité directe (39 %)

dont taxe foncière sur les propriétés bâties et cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

### Fiscalité indirecte (29 %)

dont taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques et droits de mutation.

### Dotations de l'Etat et allocations compensatrices (24 %)

### Recettes des services (8 %)

dont recouvrements des aides sociales, mise à disposition de personnels, participation à la restauration scolaire.



## RECETTES D'INVESTISSEMENT

29

dont fonds de compensation de la TVA et subventions diverses d'équipement.

## EMPRUNT



72

# OÙ VA

66

## ÉCONOMIE, TERRITOIRES & ENVIRONNEMENT



- 1 765 entreprises soutenues depuis 2011
- 2 stations d'altitude générant 500 emplois et 60 millions de retombées économiques
- 79 points de contrôle des eaux souterraines et de rivières
- 76 déchèteries publiques
- 47 espaces naturels sensibles ouverts au public.



97

DÉPLACEMENTS

### Routes (50)

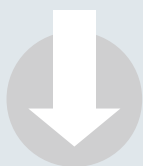
- 4 500 kilomètres de routes départementales entretenues

### Transport des personnes (40)

- 30 000 élèves transportés gratuitement chaque jour vers leurs établissements
- 450 véhicules affrétés pour le transport scolaire

### Nouvelles mobilités et projets structurants (7).

# L'ARGENT ?



## 787 MILLIONS D'€

### SOLIDARITÉ



# 320

millions d'euros

#### Autonomie des personnes âgées et handicapées (177)

- 1 600 personnes accueillies en établissements spécifiques pour personnes handicapées
- 3 000 bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH ou ACTP)
- 14 000 bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)
- 8 400 lits pour personnes âgées répartis dans 138 établissements

#### Insertion (79)

- 13 000 allocataires du RSA
- 3 500 personnes accompagnées en parcours d'insertion.

#### Enfance-famille (64)

- 1 500 enfants accueillis en établissement ou en famille d'accueil
- 3 200 mesures d'aide sociale à l'enfance.

### REMBOURSEMENT DE LA DETTE



# 22

- 48 collèges entretenus et équipés comprenant 5000 ordinateurs, 1000 vidéoprojecteurs, 540 tableaux numériques
- 40 services de restauration
- 9300 aides personnalisées à la restauration scolaire
- 30 dispositifs éducatifs (culture, sports, environnement, santé, métiers...) pour tous les collégiens.

### SPORT & CULTURE



- 400 clubs formateurs soutenus
- 1 500 bénévoles sportifs formés
- 6 sites touristiques et patrimoniaux entretenus

- 250 000 livres et 30 000 CD prêtés
- 160 lieux de lecture animés
- 23 kilomètres linéaires d'archives départementales.

# 19

### LOGEMENT & HABITAT



# 16

- 450 logements sociaux neufs financés, 570 dossiers d'aide à la rénovation de l'habitat privé.

### ÉDUCATION & JEUNESSE



# 44



# 113

## PERSONNELS

**2 694** agents permanents et personnels temporaires gérés et payés par le Conseil général dont :

- 430 assistants familiaux,
- 404 personnels des collèges,
- 408 agents techniques des routes et du territoire,
- 405 personnels des maisons de la solidarité départementale (MSD),
- 273 agents des services de la solidarité (insertion, enfance, famille, personnes âgées et handicapées, santé),
- 26 emplois d'avenir.

### MOYENS

# 90



**Logistique et gestion des risques (4)**

**Services départementaux d'incendie et de secours (30)**

**Bâtiments et sites (10)**

**Fonctions diverses dont péréquations (46).**



# ... Annabelle Vergez, animatrice locale d'insertion par l'emploi

On les appelle les Alie. Ces agents du Conseil général accompagnent chaque jour les allocataires du RSA vers l'emploi ou la formation.

**I**l faut casser les clichés », dit Annabelle Vergez. Animatrice locale d'insertion par l'emploi (Alie), elle accompagne depuis cinq ans des allocataires du revenu de solidarité active. « La plupart du temps, ce sont des personnes qui connaissent un accident de parcours.

Ces allocataires peuvent être sans qualification mais il m'est arrivé de recevoir un docteur en physique ou encore un psychologue », cite-t-elle en exemple. Ce matin-là, elle a quitté son bureau d'Ustaritz pour Hasparren, l'une de ses permanences décentralisées. Elle s'apprête à recevoir Xavier\* dont les droits au RSA viennent tout juste d'être validés. Évelyne Achigar, assistante sociale, participe à cette première entrevue d'orientation. « Il s'agit de bien clarifier le profil et la situation du bénéficiaire, en matière de situation professionnelle et financière, mais aussi de logement et de santé », explique-t-elle.

Les rendez-vous s'enchaînent. Catherine\*, 44 ans, multiplie les petits boulots. Elle pousse la porte du bureau avec sous le bras un projet d'auto-entrepreneur. Vincent\*, jeune père de famille titulaire d'une licence, a été professeur vacataire de français. Allocataire du RSA depuis six mois, il se dirige vers un contrat de qualification de manager de rayons. « Ces rendez-vous réguliers obligent à la réflexion et à l'action. C'est à la fois un soutien pratique et psychologique », estime-t-il.



### BIO EXPRESS

**1977.** Naissance à Lisieux (Calvados).

**2001.** Maîtrise en management du tourisme. Chef de produit dans une agence de voyages de Lille.

**2005-2006.** Naissance de ses deux enfants.

**2007.** Association pour la promotion sociale et professionnelle (Biarritz).

**2009.** Animatrice locale d'insertion par l'emploi au Conseil général.

L'agenda d'un Alie est toujours bien rempli : accompagnement des allocataires, mais aussi relations avec les partenaires que sont les CAF, les organismes de formation ou les structures d'insertion. À cela s'ajoute un quadrillage de terrain pour rencontrer les employeurs. « Notre travail, c'est de mettre en relation les bonnes personnes et de tisser les réseaux que les allocataires n'ont pas », résume Annabelle Vergez.

Après la pause de midi, elle file à Bayonne. Objet : la signature d'une embauche à l'Amicale de la Porte d'Espagne. Le bénéficiaire, allocataire du RSA depuis deux ans, sera chargé d'organiser des expositions d'artistes et marchés d'artisanat pour le compte de l'association.

Milieu d'après-midi. Annabelle Vergez retrouve son siège d'Ustaritz pour un dernier rendez-vous de bilan. Autour de la table, Pascale Jorajuria, prestataire de services, et Philippe Certa. À 39 ans, ce dernier vient de créer son entreprise de web design, après plus d'un an de RSA. Il sort d'une dizaine de séances de coaching avec Pascale Jorajuria. « Je m'accepte déjà beaucoup mieux et cela me permettra d'être plus à l'aise, socialement et surtout professionnellement », analyse-t-il. Annabelle Vergez sourit. « Nous sommes là pour aider les gens à s'en sortir, quel que soit leur profil. » ■

\* Les prénoms ont été changés.



### 3 500 PERSONNES ACCOMPAGNÉES

Les 26 animateurs locaux d'insertion par l'emploi (Alie) du Conseil général ont suivi 3 500 personnes durant l'année 2013. Sur ce total, 800 personnes sont sorties du dispositif d'accompagnement en trouvant un emploi, une formation ou en créant leur propre activité. Parmi eux, 27 % ont signé un CDI et 40 % un CDD de plus de six mois. Le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques a financé l'an dernier le revenu de solidarité active (RSA) de 13 200 allocataires. Le RSA activité, qui complète le revenu des personnes ayant un emploi, a été attribué par l'État à près de 5 000 allocataires. Le dispositif RSA concerne 2,7 % de la population du département.



### UN CONTRAT D'ENGAGEMENT

Les demandes de RSA sont à effectuer auprès des maisons de la solidarité départementale du Conseil général, des centres communaux d'action sociale (CCAS), des caisses d'allocation familiales (CAF) ou de la Mutualité sociale agricole (MSA). Chaque allocataire du RSA socle se voit obligatoirement attribuer un référent avec lequel il signe un contrat d'engagement. Ce référent peut être un Alie, un agent du Pôle Emploi, une assistante sociale, un membre d'une structure de formation ou d'insertion. Bien qu'il n'y soit pas légalement tenu, le Conseil général 64 a choisi de déployer des postes d'Alie dans tout le département, dans le cadre de ses politiques d'insertion.



### CONTRATS AIDÉS: UN OUTIL DE CHOIX

Aux côtés des formations professionnelles, ils tiennent une place de choix dans la boîte à outils des Alie. Ce sont les contrats uniques d'insertion (CUI). Ils se déclinent en deux versions. Les contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) sont destinés au secteur non-marchand, c'est-à-dire aux associations et structures non-lucratives. D'une durée de deux ans maximum, ils sont pris en charge à 85 % par l'État, les 15 % restants étant à la charge de l'employeur. Ils peuvent s'étendre sur une durée de cinq ans pour les personnes de plus de 50 ans. Pour le secteur marchand et les entreprises, les contrats initiative emploi (CUI-CIE) sont pris en charge à 40 % par l'État. Créés en 2012, les emplois d'avenir, financés à 75 % par l'État, constituent un autre outil d'insertion. Ils sont réservés aux jeunes de moins de 26 ans peu diplômés et aux moins de 30 ans en situation de handicap.

TRAIN TOURISTIQUE

# 90 BOUGIES À SOUFFLER SUR LA RHUNE

POUR CÉLÉBRER L'ANNIVERSAIRE DU TRAIN LE PLUS FAMEUX DU SUD-OUEST, LA MONTAGNE BASQUE S'ANIME COMME JAMAIS. BIENVENUE À PANORAMIKA !

**Q**uatre-vingt-dix ans et un succès jamais démenti. Inauguré en 1924, le train de la Rhune envoie chaque année vers les sommets pas moins de 340 000 voyageurs. Il fallait donc fêter ça. Pas en grandes pompes, mais à travers une myriade d'animations drôles et ludiques, pour petits et grands, rassemblées sous le nom de Panoramika, en clin d'œil au panorama époustouflant qu'offre le site. Des rendez-vous insolites, alléchants et variés, sont distillés sur les pentes de la Rhune jusqu'en novembre prochain. Pour souffler ces bougies avec vous, le Conseil général et l'établissement public des stations d'altitude (Epsa), gestionnaires du train le plus fameux du grand Sud-Ouest, ont fait appel à Ferraille Productions, chargé d'assurer la direction artistique de l'événement.

« Nos visiteurs viennent pour le panorama et

pour le voyage dans un train d'un autre siècle », rappelle Jean-Claude Coste, conseiller général délégué à l'économie montagnarde et président de l'Epsa. « Mais ils souhaitent accéder à des explications sur le site. Les animations proposées pour ces 90 ans sont une première réponse à cette demande de contenus. Et elles sont pour nous l'occasion d'offrir aux visiteurs une expérience récréative unique », explique l'élu.

## En cuisine

Le samedi 28 juin est la date à cocher sur les calendriers. Ce sera la grande journée anniversaire des 90 ans du train de la Rhune. Elle sera rythmée par une grande valse créative dans laquelle se croiseront musiciens, comédiens et créateurs graphiques. Le tout éclairé par un feu d'artifice culinaire signé Iñaki Aizpitarte.

Le jeune chef à l'imagination bouillonnante

bénéficie d'un fort vent en poupe qui le pousse vers les sommets des tables parisiennes. Une notoriété qui ne peut pas être volée quand on sait que son plat préféré est le chipiron à l'encre. Pour cet anniversaire, Iñaki Aizpitarte revisite le talo, galette basque traditionnelle de maïs. Éleveurs, cultivateurs et transformateurs sont aussi autour des fourneaux pour parler, boire et manger avec vous.

Ce même jour, le spectacle s'accroche aux pentes de la Rhune. Côté théâtre, la compagnie Des Vents et Marées joue ses tableaux au fil d'un parcours rempli de surprises. « Nous cherchons à créer un théâtre qui touche, qui prend des risques », disent Imanol Espinazo et Alexia Papantchev, les deux fondateurs Des Vents et Marées. Ça va donc souffler fort dans les voiles de l'imaginaire.

Pas de fête sans musique. Ce n'est rien moins que l'Orchestre régional Bayonne Côte Basque

Sur les pentes de la Rhune, des œuvres pleines d'humour attendent les visiteurs.



(ORBCB) qui donne le ton et le tempo de cette journée anniversaire. Elle se produit en quintet de cuivre, soit une configuration nerveuse et tout-terrain.

## Attention, c'est parti

Les célébrations ont déjà commencé. Depuis le 15 février, date de l'ouverture de la saison, vous pouvez voir une série d'œuvres éphémères qui rythment l'itinéraire du train, de la gare de Saint-Ignace jusqu'à l'arrivée, à la frontière espagnole. Qu'on se le dise : on est ici sur le terrain de l'humour, de la poésie et de l'imaginaire, plus que sur celui d'un art contemporain qui se veut sérieux et finit trop souvent par être ennuyeux. Pour accompagner les voyageurs à bord du train, le musicien Manuel Plaza a conçu une bande-son qui mêle sons naturels, bruits mécaniques et voix. Frédéric Felder, dont le nom est désormais connu des lecteurs de *Fluide Glacial* comme des téléspectateurs de *Groland*, a conçu une installation pour le moins étonnante, arrimée

sur le plateau des Trois Fontaines. Intitulée La Rhune-La Lune, elle laisse place à l'imaginaire... comme à la dérision.

Au sommet, Guillaumit et Thomas Bernard ont installé un minigolf d'un genre particulier. Cet ABCD Golf revisite la culture du divertissement populaire tout en pointant du doigt l'impact de l'activité humaine sur la nature.

Quant à la gare d'arrivée, elle est décorée par l'hilarant duo suisse Plonk et Replonk, spécialiste du détournement d'images « kitchissime ». On est ici Entre Pierre Desproges et Monty Python !



Heureux visiteurs de la Rhune, vous ne repartirez pas cet été sans un souvenir original. Du 28 juin au 31 août, la boutique éphémère de la Rhune accueille les artistes de Panoramika et des entreprises locales. Les premiers conçoivent des objets uniques, les seconds diffusent leur savoir-faire revisité de façon personnelle. On repartira donc avec un « collector » Rhune 2014 sous le bras.

Durant cette même période, l'arboretum de la gare de Saint-Ignace est transformé en Jardin des arts. On y voit notamment des œuvres prêtées par le monastère d'Urdax, dont La naissance du cube, d'Iñaki Ruiz de Eguino, l'un des artistes contemporains espagnols les plus marquants de ces dernières années.

Jusqu'à la fin de la saison, on s'arrachera des affiches tout aussi originales, dessinées à la gloire du train de la Rhune et de ses 90 ans. Exposées jusqu'au 11 novembre, elles sont signées par des illustrateurs, dessinateurs et plasticiens de renom, dont les trois régionaux de l'étape Manon Boulart, Guillaume Josué et Odó. On peut leur faire confiance pour réaliser de beaux objets à punaiser chez soi, en souvenir d'un événement qui fait déjà date. [www.rhune.com](http://www.rhune.com)

## MONTÉE IMPÉRIALE

Le 30 septembre 1859, l'impératrice Eugénie de Montijo, épouse de Napoléon III, se rend au sommet de la Rhune à dos de mulet. La montagne basque se fait alors un nom. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le panorama exceptionnel du site attire toujours plus de touristes. En 1909 naît le projet d'un train à crémaillère. Interrompus par la Guerre 14-18, les travaux sont achevés le 30 juin 1924.

## MONTAGNE ANIMÉE

Des animations gratuites sont proposées au sommet de la Rhune à chaque arrivée. En juin et septembre, tous les dimanches, l'association Hegalaldia vous dévoile les secrets des rapaces. En juillet et août, elle organise chaque mardi des lâchers d'oiseaux. Pendant l'été également, ne pas manquer les initiations à la survie en milieu naturel. Des animations sont également proposées durant les vacances scolaires de Pâques et de la Toussaint.



## 35 MINUTES À 25 %

Durée de la montée : 35 minutes. Vitesse : 9 km/h. Longueur de la ligne : 4,2 km. Altitude à la gare du col de Saint-Ignace : 169 mètres. Altitude au sommet : 905 mètres. Dénivelé : 736 mètres. Rampe : 25 %. Train électrique à crémaillère de type Strub.

## À SAVOIR

Le train de la Rhune est ouvert tous les jours jusqu'au 11 novembre. Départ toutes les 35 minutes de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 heures à 16 heures en basse saison, et de 8 h 30 à 17 h 30 en juillet et août. Adultes : 17 euros. Enfants de 4 à 12 ans : 10 euros. Forfait famille (sauf juillet et août) : 50 euros. Toutes les heures, des navettes à 1 euro relient Saint-Jean-de-Luz à la gare de départ, via Ascain et Sare. Renseignements et réservations : [05 59 54 20 26](tel:0559542026).



En Béarn, capture d'un isard par les techniciens de la fédération de chasse, à l'aide d'un piège à lacet indolore.

## BIODIVERSITÉ

# L'ISARD REVIENT GRÂCE AUX CHASSEURS

Au Pays basque, les hardes avaient disparu du massif des Escaliers depuis 40 ans. Elles sont de retour après une opération de réintroduction. Reportage.

**A** vos jumelles ! Si vous partez ce printemps en randonnée sur le massif des Escaliers, entre Iraty et Saint-Jean-Pied-de-Port, vous aurez de fortes chances d'observer des isards. On doit le retour de l'espèce au travail de réintroduction réalisé cet hiver par les chasseurs. « Face à la pression humaine, l'isard avait disparu du massif des Escaliers depuis 1970. Nous avons été sollicités par les acteurs locaux pour recoloniser ce territoire », retrace David Achéritogaray, technicien

à la fédération départementale des chasseurs. « Cette opération sert aussi à l'amélioration du patrimoine faunistique de ce secteur, déjà riche en cerfs, chevreuils, sangliers, lièvres, perdrix grises, gypaètes ou aigles royaux », rappelle-t-il. À deux pas d'Iraty et sur l'itinéraire du GR10, cette faune est un atout pour l'image de la Soule et de la Cize.

L'opération de réintroduction a consisté à capturer 20 animaux en vallées d'Ossau et d'Aspe pour les relâcher à Mendive, en Pays basque. Il faut savoir que près de 5 000 isards sont aujourd'hui

recensés dans le département, essentiellement en Béarn.

« Un isard ne se laisse pas approcher à moins de 50 mètres. Impossible de l'endormir avec un fusil hypodermique. Voilà pourquoi nous sommes obligés de le capturer grâce à des pièges à lacets, indolore pour l'animal », explique David Achéritogaray.

Le technicien fait partie de l'équipe qui réside, jour et nuit, dans la cabane de Peyranère, au-dessus du Somport, en plein Parc national.

De là, il scrute les flancs de montagne. « Regar-

dez, là-haut, c'est une harde de 20 isards, composée de femelles et des jeunes nés dans l'année ! » L'œil averti, il reconnaît ses protégés à 2 km à vol d'oiseau. « Nous n'avons que trois mois pour faire les captures. La neige qui tombe sur les sommets pousse les isards à descendre pour se nourrir. C'est là qu'on les attrape », explique David Achéritogaray. « Et c'est dans une zone similaire que nous les relâcherons ! » Cette opération de capture demande aux hommes de la fédération de chasse et aux gardes du parc de rester sur le qui-vive, 24 heures sur 24. Avec un objectif précis : piéger des isards, réaliser des prélèvements sanguins pour des analyses, marquer les bêtes pour mieux les observer ultérieurement et, enfin, les déplacer vers le massif des Escaliers.

## 35 pièges et du sport

À force d'observer les hardes, l'équipe s'est familiarisée avec les habitudes des animaux. « Tout autour des 35 pièges posés dans les bois, nous avons disposé des pierres à sel et du lierre pour appâter les isards. Le reste ? C'est de la chasse, au petit bonheur la chance ! », sourit David Achéritogaray. Chaque piège est équipé d'une balise émettrice qui déclenche un signal dès qu'un isard est pris. Les hommes se trouvent, eux, à 10 minutes de marche des lieux de capture. Une fois sur place, c'est parti pour une heure de manipulations. Et aussi pour un peu de sport, parce qu'un isard, ça remue. « Nous maîtrisons toujours l'animal à deux », rappelle David Achéritogaray. L'un des hommes

bloque les cornes, l'autre libère la patte du piège. Un bandeau est posé sur les yeux de l'isard pour le calmer. On procède à de premières analyses visuelles et sanguines, afin de s'assurer que l'animal est sain.

Chaque isard est ensuite marqué à l'oreille. Il est aussi équipé d'un collier visuel qu'il gardera à vie. Certains spécimens sont dotés d'un collier émetteur. Ce dernier est placé sur des animaux dans la force de l'âge et fonctionne pendant 2 ans. Il permet ainsi de collecter des informations sur le mode de vie et les déplacements de l'animal.

Il ne reste plus qu'à transporter l'isard sur le massif des Escaliers. « Il ne connaîtra aucun problème de coexistence avec les autres espèces. Il est sociable », assure David Achéritogaray.

La première femelle relâchée en février a été baptisée Mimi. Elle a depuis été rejointe par sept congénères. Tous sont regroupés à 800 mètres du point de lâcher. À vos jumelles ! ■



La première femelle a été relâchée le 10 février dans le massif des Escaliers.



## LANGUE BASQUE

### Hegalaldia : hegazti ahulduei ongi etorri

Hegazti ahulduak biltzen eta artatzen ditu Hegalaldia elkarteak. Urtarrilean 30 hegazti artatu zituen baina, lau aste iraun duten ekaitz eta uhain erasoen gatik 523 hegazti ekarriak izan zaizkio otsailean. Pikoan da afera : lehen hamar egunetan 27 gradu berotasun duen gela batean atxikiak dira hegaztiak, barneko berotasuna 41 graduko normalera heltzeko, gero 20 gradutan daude hazkurriari jartzen, hirugarren etapa neguko aro freskoan berriz usatzen atxikiak dira, azken astea pizinan iragaiten dute lumatxa garbitzen. Otsail osoan horrelako tratamendua eman die hegalaldiak martin arruntei, eta lanpermusuiei. Martxoan beharko dute Arruntzako erreserba petik gora atondu udan etorriko diren hegazti ahulak artatzeko. Hots, elkarteko hiru langilek eta ehun bolondresak ez dute loaldirik egiteko arriskurik. Hegalaldiak lan handiak ditu urteko beharrei ekonomikoki ihardesteko. Ihaz laguntzaile partikularrek urte ondarrean ekarri laguntzak atxiki du elkarteak zutik. Aurten departamenduak segitzen du 50 000 euroko sostengua ekartzen, bakarra estatu guztian hainbeste laguntzen duena, Paueko eta Euskal Kosta-Aturri eta Hego Lapurdiko hiri gune elkargoek segitzen dute ere iazko bidetik baina herriek ez, ez eta ere estatuak eta Europak, nahiz legedia zorrotzenak betearazi. Geroak erranen.

### Hegalaldia vole au secours des oiseaux

L'association Hegalaldia (A tire d'aile, en français) travaille pour sauver les dizaines de guillemots de troil et macareux moines mis en danger par les tempêtes successives de février. Pas moins de 523 oiseaux ont été recueillis en un mois, c'est dire l'immensité de la tâche. Le Conseil général apporte cette année 50 000 euros d'aides à l'association qui est également soutenue par les communautés d'agglomération. Hegalaldia continue à tire d'aile avec ses trois permanents et ses 100 bénévoles.

## Une mise en valeur de la montagne

Le projet de réintroduction des isards est né de la volonté des élus du Pays basque de mettre en valeur le patrimoine naturel de la montagne basque. Cette opération bénéficie du soutien financier de la région Aquitaine, via le fonds européen Feader, mobilisé pour la circonstance à travers le programme Leader Montagne basque.

Le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques a soutenu la démarche, ainsi que les commissions syndicales de Cize et de Soule.

## Les chasseurs, acteurs de la biodiversité

La fédération des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques mène tout au long de l'année des actions de protection et d'amélioration de la biodiversité, en assurant la persistance des espèces dans leurs zones. Ils agissent notamment pour la protection du gypaète barbu, réimplantent des garennes artificielles pour le petit gibier, aménagent des espaces pour la perdrix grise et le grand tétras.



## ► Groupe Forces 64 Le Conseil général, centre des enjeux de solidarité

Issue d'une volonté d'harmonisation et de cohérence de nos actions, la politique autonomie du Conseil général regroupe les actions en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées.

La conception de cette politique doit se faire au regard de deux orientations qui nous semblent essentielles : la coordination des actions des différents acteurs et la question du choix du lieu de vie.

Ainsi la coordination est le cœur des actions en faveur des publics concernés. Néanmoins cette conjugaison des acteurs n'est possible que si les personnes âgées ou handicapées et leurs proches peuvent les identifier. C'est pourquoi le Conseil général doit maintenir son rôle de premier accompagnateur vers les structures adéquates ou à travers les aides proposées. De même, nous devons poursuivre nos efforts pour conforter la vie à domicile et diversifier l'offre en établissement. Ce sont deux choix de vie qu'il faut respecter.

En effet, l'aide, l'accompagnement ou encore le suivi de la vie à domicile nécessitent toute notre attention. Il s'agit de veiller à la qualité de l'aide apportée aux personnes âgées et handicapées et de compenser la dépendance des personnes souhaitant se maintenir à domicile. L'offre en établissement est également au cœur de nos préoccupations. Nous regrettons que le programme régional PRIAC ne prévoie aucun crédit pour l'ouverture de structures d'accueil médicalisé sur la période 2013-2017, dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

Les élus du groupe FORCES 64 exhortent l'exécutif socialiste à enfin favoriser le développement de formules d'hébergement plus souples et plus diversifiées, telles que l'accueil à la journée, l'accueil temporaire, adossés à l'hébergement permanent.

### Forces 64

André Arribes, Bernard Auroy, Vincent Bru, Jean-Louis Caset, Bernard Dupont, Jean-Marc Grussaute, Béat Inchauspé, Jean Lassalle, Jean-Jacques Lasserre, Jean-Pierre Mirande, Jacques Pédehontaà, Charles Pélanne, Josy Poueyto, Denise Saint-Pé, Juliette Séguéla.

## ► Groupe UMP La dérive inquiétante des finances départementales

À l'instar de la mauvaise situation de notre pays dont le déficit public devrait encore atteindre cette année les 4 % malgré les promesses du gouvernement socialiste sur la réforme budgétaire et la réduction des dépenses publiques, le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques présentera en 2014 un budget dont la dérive financière nous inquiète.

Entre des dépenses de fonctionnement en hausse et des recettes en baisse, en particulier avec la réduction des dotations de l'État, c'est par un recours à l'emprunt encore plus important que l'an dernier que l'exécutif PS compte conserver le haut niveau d'investissement qui a toujours été la marque de fabrique de notre département.

Pour combien de temps encore ? Avec 45 millions empruntés en 2013 et 75 millions prévus en 2014, notre dette s'envole alors que notre épargne se contracte ce qui va réduire considérablement notre capacité de désendettement, ratio essentiel pour mesurer la bonne santé d'une collectivité.

Mais si ce ratio demeure encore bon et qu'il reste dans la partie basse de la moyenne des départements français, il est passé de 2 à 3,36 années en moins de deux ans, une augmentation significative, qui, si elle se poursuit, pourrait s'avérer très dangereuse pour notre institution.

Les marges de manœuvre serrées imposent de moins dépenser en maîtrisant les charges de personnel et les frais de fonctionnement.

Et si pour l'heure la majorité socialiste indique ne pas avoir l'intention d'alourdir la pression fiscale, plusieurs augmentations (taxe sur la consommation d'électricité, taxe d'aménagement et droits de mutation) ont déjà eu lieu au cours des derniers mois.

### Max Brisson et les élus du groupe UMP et apparentés



## ► Groupe des élus de gauche Gagner la lutte pour l'emploi

La lutte pour l'emploi est la cause nationale de l'année 2014. Nos actions participent à ce combat, mené par tous les exécutifs de gauche.

Nous intervenons en appui des filières économiques. Notre politique de développement des territoires et notre politique d'aide aux entreprises industrielles, artisanales, commerciales et agricoles contribuent activement à créer de l'emploi sur l'ensemble du département.

Nos actions d'insertion sont diverses et efficaces. Elles concernent l'emploi, le logement, l'aide alimentaire, la formation et la santé. Notre dispositif de retour à l'emploi a prouvé son efficacité. L'an dernier, 55 % des bénéficiaires du RSA sont sortis du dispositif en formation ou en emploi.

Nous avons planifié le recrutement de 70 jeunes en emplois d'avenir pour leur donner une nouvelle chance.

Nous menons des politiques engagées en faveur de l'autonomie et du maintien à domicile qui répondent aux souhaits des personnes concernées. Ces politiques permettent la création de nombreux emplois de service répartis sur tout le territoire. Aujourd'hui, 2300 équivalents temps plein d'intervenants à domicile sont financés par l'APA, la PCH et l'aide ménagère.

Nous adoptons en avril 2014 le schéma départemental du tourisme. Là encore, nous renforçons l'attractivité des Pyrénées-Atlantiques comme terre de tourisme, facteur de croissance et d'emplois. Nous sommes engagés aux côtés des professionnels du tourisme pour répondre au mieux aux besoins d'un secteur en constante évolution.

Enfin, nous maintenons en 2014 un haut niveau d'investissement. Nous donnons toujours la priorité à la rénovation des collèges. Et nous contribuons, à hauteur de 50 millions d'euros par an, à la réalisation de centaines d'équipements locaux.

### Margot Triep-Capdeville et le groupe de la gauche

Le Centre Nelson Paillet et La Maison de la Montagne vous proposent :

## AVANT DE PARTIR

# RÉUSSIR MA RANDONNÉE.FR

## LE JOUR J

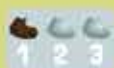
### 1 JE ME RENSEIGNE



MÉTÉO.FR  
TEL 3250



CARACTÉRISTIQUES  
ET DIFFICULTÉS DE  
LA RANDONNÉE



NIVEAU DES  
PARTICIPANTS

### 2 JE FAIS MON SAC



PENSEZ AUX  
CHAUSSURES  
ET VÊTEMENTS  
ADAPTÉS !

RESTEZ  
VIGILANTS

### JE PARS TÔT ✓

JE RESTE SUR LE CHEMIN, ✓  
JE NE COUPE PAS

JE SURVEILLE : ✓  
L'ÉVOLUTION DE LA MÉTÉO •  
L'ÉTAT DE FATIGUE DU GROUPE •

JE RESPECTE LA NATURE ✓



JE NE NOURRIS PAS  
LES ANIMAUX ✓

JE M'HYDRATE ET  
JE M'ALIMENTE ✓

3 J'ÉVITE DE PARTIR SEUL ET  
J'INFORME UN PROCHE DE MON ITINÉRAIRE

4 JE PENSE AUX ENFANTS,  
J'ADAPTE



EN CAS D'ACCIDENT

- A JE PROTÈGE LA VICTIME
- B J'ALERTE LES SECOURS : **112**
- C J'UTILISE LES SIGNAUX DE DÉTRESSE :

YES

NO

JE RAMÈNE  
MES DÉCHETS ✓

BALISAGE

GR

GR  
PAYS

PR

EQUISTRE

GRANDE  
RANDONNÉE

GRANDE  
RANDONNÉE  
DE PAYS

PROXIMITÉ &  
RANDONNÉE

EQUISTRE

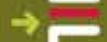
BONNE DIRECTION →



TOURNER À GAUCHE →



TOURNER À DROITE →



MAUVAISE DIRECTION →



# LA RHUNE

MONTAGNE BASQUE • EUSKAL MENDIA



# PANORAMIKA

1924-2014 • 90 ANS DU TRAIN DE LA RHUNE

Membre de la chaîne  
N'P Y

[www.rhune.com](http://www.rhune.com)

[www.cg64.fr](http://www.cg64.fr)

PYRENEES  
ATLANTIQUES  
BOULEVARD

© Dessin : Alejandro Sotomayor. Graphisme : Sébastien Thun - Tingo. Mercabore Argel.